Élections législatives partielles 2016: 3° circonscription de l'Ain

J'ai eu l'honneur de représenter les électeurs de la 3ème circonscription de l'Ain, de 1978 à 2002.

Durant toute cette période, j'ai engagé au niveau local, régional et national des actions politiques avec de nombreux responsables du département de l'Ain, dont Etienne Blanc et Olivier de Seyssel.

C'est pourquoi, lorsqu'en 2002 j'ai souhaité qu'Etienne Blanc soit candidat à l'Assemblée Nationale, je me suis félicité qu'il ait choisi Olivier de Seyssel comme suppléant. L'un et l'autre ont en effet participé à l'action politique que j'ai menée :

De 1981 à 1986, le combat contre la gauche et le programme commun
En 1988, la campagne présidentielle de Raymond Barre
En 1992, les élections régionales
En 1995, la campagne présidentielle et la victoire de Jacques Chirac
En 1997, la victoire aux législatives

Etienne Blanc m'a succédé comme député de la 3ème circonscription de l'Ain, de 2002 à ce jour. Pour des raisons de cumul des mandats, il a été amené à démissionner.

Aujourd'hui les habitants du Bugey – Pays de Gex – Pays Bellegardien doivent lui choisir un successeur. C'est bien naturellement que, nombreux, nous soutenons Olivier de Seyssel afin qu'il poursuive cette mission.

Enfant du Bugey, agriculteur, Président de la MSA Ain-Rhône, il connaît la vie politique, car il a siégé comme conseiller municipal de Magnieu et comme conseiller régional.

C'est pourquoi je souhaite que les électeurs de la 3ème circonscription fassent confiance à Olivier de Seyssel pour les représenter à l'Assemblée Nationale.

La France est dans une situation préoccupante : elle mérite d'avoir au Parlement des hommes des territoires qui connaissent la réalité économique et sociale du

Pays. Olivier de Seyssel en est un.

Le 30 Mai 2016,
Charles MILLON

Ancien ministre de la défense

Président de l’Avant-Garde

Charles Millon: « les partis ·politiques sont maintenant des ·machines électorales »

GRANDE INTERVIEW DE CHARLES MILLON

« En politique, on ne parle plus d’idées mais de tactique »

■ Si Charles Millon est moins présent sur le devant de la scène médiatico-politique, il n’en est pas moins resté actif et nous livre son regard sur la politique française d’aujourd’hui.

p. 8

Par Nicolas Bernard et Jean-Marc Perrat
Cette semaine, nous inaugurons une nouvelle rubrique politique.
« Que sont-ils devenus ? » a pour ambition de retrouver ceux et celles qui ont fait l’actualité politique de ce Département, puis qui se sont éclipsé des lumières du devant de la scène. Retraite, reconversion, action de l’ombre… Nous inaugurons

ce rendez-vous avec Charles Million, ancien ministre-de la Défense, ancien député-maire de Belley, ancien président du Conseil régional…

Charles Million, vous vous faites discret sur la scène politico-médiatique depuis un certain temps maintenant. Notre première question se fait donc l'écho d'une interrogation commune : que devenez-vous ?

Je continue à participer à la vie politique, mais d'une autre manière. J'ai lancé en 2004, avec un certain nombre d'acteurs belges et français, l'institut Thomas More, pour réfléchir aux grands défis de notre temps : la construction européenne, la montée de l'islamisme radical, la faim dans le monde, en Afrique …Suite à mon poste d'ambassadeur auprès de la FAO, je me suis investi en Afrique et j'y vais régulièrement pour participer à des problèmes développement et de sécurité. Enfin, je continue à réfléchir à la relève politique et c'est dans cet esprit que j'ai lancé un réseau participatif qui s'appelle l'avant-garde. Ce réseau permet de réunir sur la toile un certain nombre de gens qui partagent des convictions, personnalistes, ordo-libérales, anticonformistes… Et on essaie de réunir toutes ces personnes pour réfléchir à la réponse à donner aux défis de notre temps et d'influencer 'les femmes et les hommes politiques pour qu'ils disent ce qu'ils ont promis qu'ils fassent ce qu'ils ont dit

Dimanche, Jean Louis Debré, l'ex-président du conseil constitutionnel qui a retrouvé sa liberté de parole a dit : « Quand je vois ces émissions politiques, je n'ai plus l'impression d'entendre les politiques, ce n'est plus mon monde ». Vous… Vous le trouvez comment le monde politique français d'aujourd'hui ?

C'est un monde qui vit dans l'éphémère et dans l'immédiat. Il ne répond plus aux problèmes graves de l'époque. Que ce soit en France ou dans le Monde. En France, c'est par exemple la question de l'islamisme radical qui a été ignorée parce qu'on n'a pas voulu aborder le problème au fond depuis des années. Les hommes politiques sont très fautifs. Les questions de migrations n'ont par exemple pas été anticipées. Je connais le problème, parce qu'en 1970, avec Pierre Cormorèche et Michel Paramelle, nous avions lancé l'association ALATFA qui est devenu ALPHA 3 A en 2003. On avait commencé à mettre en œuvre, des foyers, des centres d'études, des colonies… Des outils d'action sociale et éducative pour permettre cette assimilation des gens qui venaient de l'extérieur.

Avec l'Avant-garde, vous avez planché sur la question de la famille. De l'immigration peut être aussi… C'est aujourd'hui un défi qui est lancé aux peuples européens. En 2016, des murs se sont construits, des frontières ont été réactivées. Est-ce la fin de Schengen ?

C'est une évidence. Schengen est mort ! Il va falloir réfléchir à une autre construction de l'Europe. Je pense que l'élargissement de l'Europe a été le début de la mort de l'Europe. On a oublié l'approfondissement en Europe. Et c'est grave, car on est en train de désespérer la jeunesse. Il va falloir que les hommes

politiques se reprennent et retrouvent les raisons de l'engagement politique. On ne s'engage pas en politique pour vivre un mandat.

En ce début de semaine, il y avait le sommet Europe-Turquie. La-question de la Turquie est aujourd'hui centrale. Doit-on reprendre le dialogue avec la Turquie et entretenir la promesse d'Europe qui leur a été faite ?

Pour dialoguer avec quelqu'un, il faut d'abord savoir qui on est. Je suis par exemple partisan de l'inscription des racines judéo chrétiennes de l'Europe dans la constitution européenne. Et même française… Pas pour entretenir une querelle idéologique, mais simplement pour rappeler qui on est !

Je veux bien négocier avec la Turquie mais sur ces bases.

On a parlé de l'avant-garde comme un réseau participatif, mais n'est-ce pas un outil de reconquête politique ?

Oui, au niveau des convictions et des idées. Dans ce réseau, il y a des gens qui viennent de courants très différents : des chrétiens-démocrates, des conservateurs, la droite libérale, des anciens indépendants et paysans, des membres des anciennes UMP, UDF… Le constat que nous faisons, c'est que les partis politiques sont devenus des machines électorales. Leur objectif est de faire élire des personnes. Donc, on parle de moins en moins d'idées et de plus en plus de tactiques. Je suis effaré quand je vois la bataille des primaires à droite. On ne parle plus des problèmes de fond, on cherche comment se placer devant. De fait, on réagit sur l'immédiat. C'est la politique de l'émotion. Il n'y a plus de débats sur les projets de société. Je suis très inquiet de cette dérive de la démocratie française.

En politique on parle de moins en moins d'idées et de plus en plus de tactiques. Face à ce constat, on a souhaité faire un réseau participatif. Et grâce au web, les gens vont pouvoir discuter et se dire ce qu'ils voudraient pour ce pays.

Vous évoquez les primaires à droite, est-ce que vous irez voter ?

Oui, j'irai probablement…

Vous avez choisi ?

Chacun connait ma proximité avec Hervé Mariton (député de la Drôme) C'est quelqu'un avec qui j'ai siégé à l'Assemblée Régionales et qui a été un de mes vice-présidents à la Région. Mais ce sera un geste d'affirmation de conviction car je crois que ces primaires remettent en cause l'élection au suffrage universel direct du président. Je n'ai jamais été favorable à l'élection au suffrage universel direct du président. Je l'avais dit il y a 20 ans, dans l'émission « l'heure de vérité ». Je crois que c'est une dérive de la Ve République. Je souhaite que l'on revienne à un réel équilibre des pouvoirs et je suis favorable à un régime parlementaire. D'ailleurs, de tous les grands pays démocratiques évolués, la France est le seul à avoir ce régime.

Quand vous voyez ce qui se passe aujourd'hui avec -le Front national et notamment lors des dernières élections régionales, est-ce que vous ne

pensez pas, avec le recul, qu'en 1998, vous aviez eu raison trop tôt ?
Non, je ne dirai pas ça. Mais, la situation n'a pas changé. Lors des dernières élections régionales, il y a quand même eu des manœuvres politiques qui peuvent étonner tout le monde. Soit le FN est infréquentable et dans ce cas-là, il faut l'interdire. Soit c'est un parti Républicain et alors, on crée les conditions favorables, comme en Italie, en Autriche, dans les pays Nordiques, pour qu'une coopération politique ait lieu. Et s'ils sont vrai ment extrémistes, la réalité les pliera. Mais enfermer près du tiers des électeurs dans un ghetto, cela ne me semble pas être les signes d'une démocratie en forme.
En 1998, vous avez été forcé de quitter la présidence de la Région. Pourtant Blanc dans le Midi, Soisson en Bourgogne sont restés président. Pourquoi ?
Il y a eu une cabale… Je regrette presque qu'on ait pas filmé ce moment, car les gens n'ont pas idée de ce qui s'est passé à ce moment-là !
Laurent Wauquiez, le nouveau président de la Région a fait campagne avec un discours que l'on a qualifié de « très à droite ». C'était selon vous le bon positionnement politique ?
Je l'avais vu avant les élections et je lui avais conseillé de faire une campagne sur des thèmes régionaux. Je pense que l 'on peut faire une campagne nationale et internationale sur des thèmes régionaux. Par exemple, l'écologie. Une Région a un rôle essentiel dans ce domaine. Elle peut prendre des décisions qui peuvent modifier les choses. On l'a fait à une époque avec le canal du Rhône. Ce que j'ai regretté dans ces élections, c'est qu'on a finalement beaucoup parlé de politique nationale et très peu de régionale.
Au nom de la loi sur le cumul des mandats, Étienne Blanc devra choisir entre son mandat de député et de maire. Cette réflexion réveille des vocations, notamment celle d'Olivier de Seyssel, candidat déclaré à la députation. Est-ce que vous le soutenez dans sa démarche ?
Olivier fait partie de l'élite politique, économique et sociale de l'Ain et de la Région il commence à avoir une envergure nationale il est à la tête de la Mutualité sociale agricole. Il s'est toujours intéressé à la politique nationale et régionale. C'est avec lui que j'ai créé Bugey, perspective et rayonnement pour pouvoir reconquérir les cantons du Bugey et la ville de Belley. Je crois qu'il a toutes les qualités pour siéger à l'Assemblée nationale.
Et vous, est-ce que vous avez encore des envies ?
Lorsque l'on a atteint un certain âge, on essaie d'aider les autres plutôt que de se mettre devant. Je suis prêt à continuer à participer à la vie politique locale, régionale et nationale pour aider la nouvelle génération à arriver aux affaires. C'est la raison pour laquelle j'ai aidé Christian Jimenez et toute l'équipe à arriver aux affaires à Belley, les jeunes à arriver au Département.
Vous êtes toujours Barriste ?

Pour ce qui est de la conception d'une politique enracinée, oui. Pour ce qui est de l'analyse constitutionnelle, je ne le suis plus.

Vous avez été conseiller général. Que pensez-vous de la politique que mène aujourd'hui le jeune président du Conseil départemental, Damien Abad ?

Il faut qu'il y ait des garçons comme lui qui remettent en cause les choses. Parfois, il le fera avec un peu trop de brutalité. Parfois, il se trompera. Mais la politique, ça ne peut pas être que la gestion au fil de l'eau de la collectivité. On l'a trop fait !

Ferait-il un bon ministre … On parle beaucoup de lui en 2017?

Oui. Dans la vie politique, il ne faut pas trop se précipiter. Vous êtes meilleur si vous avez acquis une certaine expérience. Donc si j'avais un conseil, ce serait de lui dire: Prépare-toi à être ministre et acquiers de l'expérience à la tête du Département. Le Département est une excellente école.

Voix de l'Ain Vendredi 11 mars 2016

Charles Millon. Vers un come-back aux régionales de 2015 ?

Charles Millon. Vers un come-back aux régionales de 2015 ?

25 Feb 2013 by Benjamin in politique

Mars 2006, Charles Millon en plein exil romain. Photos © Jean-Luc Mège

Par Benjamin Solly et Marc Polisson

Le think-tank « Passionnément Rhône-Alpes » a vu le jour en fin d'année 2012. Son ambition ? Réunir, dans les huit départements de la région, tous les rhônalpins que l'avenir régional intéresse. Parmi ses administrateurs, d'anciens compagnons de route de **Charles Millon**. Préparent-ils le retour de l'ancien Président de Rhône-Alpes pour les régionales de 2015 ?

Le site internet aurait du ouvrir le 17 décembre dernier. Mais la page d'accueil n'affiche pour l'instant qu'un contact. Il s'agit de **Denys Aguettant**. L'homme n'est pas un inconnu sur la place de Lyon. En 2001, alors directeur de la fondation Canal+, il fait partie des quelques irréductibles qui soutiennent la candidature de **Charles Millon** aux municipales lyonnaises. Mais Millon est déjà pestiféré entre Saône et Rhône et porte en pénitence la chape de celui qui a transigé avec le FN aux élections régionales de 1998.

« Notre démarche est assez simple. Nous aimons notre région, et nous voulons être utile en apportant nos idées et notre expérience », explique Denys Aguettant, délégué général du think-tank « Passionnément Rhône-Alpes. » Parmi les administrateurs de l'entité, le secrétaire général **Olivier de Seyssel** n'est pas un impétrant. L'homme avait remplacé **Étienne Blanc**, alors fraichement élu

député, au Conseil régional de Rhône-Alpes en 2002. Le président de la Mutualité sociale agricole de l'Ain est aujourd'hui son suppléant sur la 3e circonscription du département.

Les anciens soutiens de Charles Millon se mettent-ils en ordre de bataille pour préparer le retour de celui qui avait du abandonner la présidence de la Région en janvier 1999, voyant son élection invalidée devant le Conseil d'État en décembre 1998 suite à un recours d'**Étienne Tête** ? « Attention, il ne faut pas confondre les étapes, nous sommes aujourd'hui au stade de la réflexion », recadre Denys Aguettant, qui ne veut pas pour l'instant faire du projet « Passionnément Rhône-Alpes » un tremplin politicien mais un laboratoire d'idées.

La mise en place opérationnelle est assez simple. Trois groupes thématiques type « commissions » ont été mis en place. Le premier gravite autour des questions économiques, de l'entreprise, de l'emploi et de la formation. Le second sur l'aménagement et le développement des territoires. Le troisième sur l'acte III de la décentralisation. Un groupe de travail plus spécifique a également été constitué autour du rayonnement européen et international de Rhône-Alpes. Ouvert à tous, le think-tank refuse toutefois l'adhésion aux membres du FN.

La Région plutôt que la Métropole

« On pense à tort que l'acte III de la décentralisation concerne uniquement les métropoles, mais c'est faux, il redessine également les compétences propres à chaque entité administrative, les Régions en particulier », rappelle Denys Aguettant. Avec comme point saillant la gestion directe par les Régions de feu les Fonds structurels européens (FSE, FEDER et Fonds de Cohésion), dorénavant dénommés Fonds du cadre stratégique commun, et qui s'élèvent à 1,2 milliards d'euros pour Rhône-Alpes sur la période 2014-2020. Mais également l'ensemble des attributions qui sont encore celles de l'État en matière de formation professionnelle, d'orientation et de mise en cohérence des politiques d'accompagnement vers l'emploi au niveau territorial.

C'est donc sur cet outil d'administration qu'ils veulent s'appuyer pour développer leur réflexion. Subséquemment, les membres du think-tank ne sont pas de grands fans de l'Euro-métropole sauce **Collomb**–**Mercier**. « J'ai parfois l'impression qu'on revient à la méthode politique du XIXe siècle », tacle Denys Aguettant. L'homme oppose aux accords de couloir la voie de la concertation. Et prend l'exemple de la future Collectivité Territoriale d'Alsace qui fusionnera via une structure unique les départements du Bas-Rhin (67) et du Haut-Rhin (68) avec la Région. Les résidents de ces territoires seront invités à valider cette démarche via un grand référendum le 7 avril prochain.

Millon, « le meilleur »

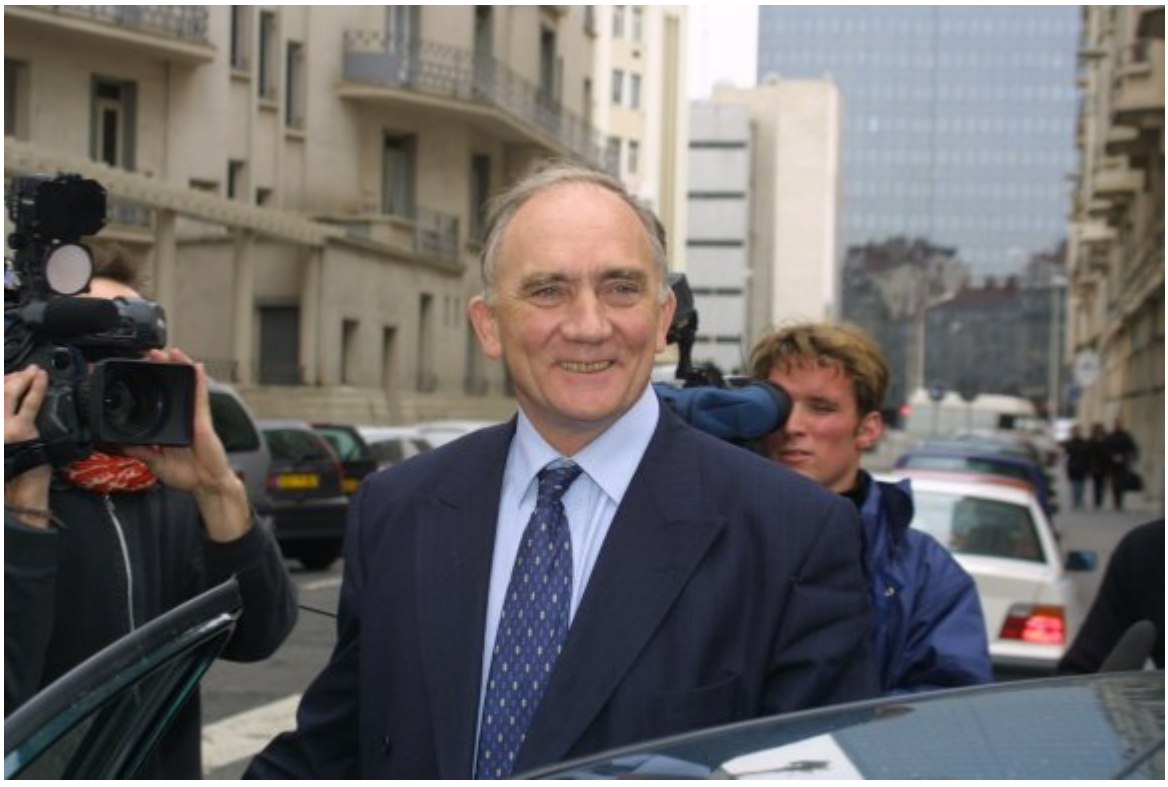
Si les thuriféraires discrets de Millon constituent la partie émergée de l'iceberg « Passionnément Rhône-Alpes », le think-tank a des origines encore plus larges. S'ils n'apparaissent pas comme membres du bureau, « Passionnément Rhône-Alpes » a des fondateurs notoires à Lyon. Parmi eux, **Denis Broliquier**, **Jean-Jacques David** ou encore le directeur de cabinet du maire du 6e arrondissement **Cyrille Bouvat**. Ce conseil d'orientation, élargi à « un certain nombre de parlementaires et d'universitaires » selon Denys Aguettant, n'a pas de pouvoir de décision. Il revient uniquement au conseil d'administration présidé par le notaire **Pierre Bazaille**, mais vient appuyer une réflexion plus générale.

Joint par Lyon People, le maire du 2e arrondissement prévient ceux qui seraient tentés de voir dans « Passionnément Rhône-Alpes » un outil pour le retour de Millon. « Attention, notre démarche n'est pas politicienne et nous ne sommes pas un fan club de Charles Millon. Mais il est vrai que le think-tank réunit des personnes qui ont été ou sont encore sensibles à l'idée régionale portée par

Millon. » Et Broliquier d'ajouter au regard du calendrier électoral et des régionales repoussées à 2015 : « Millon aura alors 70 ans et s'il n'existe pas d'âge limite pour faire de la politique, je ne suis pas sûr que l'on puisse être et avoir été. »

Le son de cloche est différent du côté de Denys Aguettant. « J'ai cru comprendre qu'il pourrait être intéressé par notre démarche. Millon n'a pas perdu la flamme, bien au contraire. C'est le meilleur. » Denys Aguettant souhaite d'ailleurs s'impliquer pour les futures élections régionales où il se verrait bien occuper un mandat unique non renouvelable.

Mais le tempo est pour l'instant au débat d'idée. « Passionnément Rhône-Alpes » présentera et confrontera en mai les contributions des différentes commissions avant l'assemblée générale de juin réunissant l'ensemble de ses membres. C'est en septembre que le think-tank présentera son projet. Quoiqu'on en dise, le timing ressemble furieusement à un calendrier électoral.



Qu'est devenu Charles Millon ?

Après son élection controversée à la tête de la Région en 1998, Charles Millon est exclu de l'UDF pour avoir transigé avec le Front National.

L’ancien ministre de la Défense (1995-1997) de Jacques Chirac fonde dans la foulée son parti, « La Droite » qui devient en octobre 1999 « La Droite libérale-chrétienne » (DLC). Le parti ne renouvelle pas ses trois députés aux législatives de 2002 et s’ensommeille lorsque le groupe milloniste au Conseil régional, « Oui à Rhône-Alpes » (ORA), fusionne avec le groupe UMP la même année.

Millon tente un retour à l’occasion des municipales de 2001 à Lyon , où il présente une liste DLC autonome. Il obtiendra plus de 25% des voix mais n’arrivera pas à s’entendre avec Michel Mercier puis Jean-Michel Dubernard, tour à tour tête de liste de l’union RPR-UDF. Une discorde qui portera le socialiste Gérard Collomb à l’Hôtel de Ville.

Charles Millon présidera jusqu’en 2008 les groupes « Unir pour Lyon » à la Ville et « Unir pour la Communauté » au Grand Lyon.

En septembre 2003, il est nommé ambassadeur auprès de l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO). Un poste qu’il occupe à Rome jusqu’au 31 août 2007. Lyon People l’avait retrouvé dans son exil .

Millon rejoint en septembre 2007 le conseil d’administration de l’institut Thomas More, un think-tank européen qui défend les « valeurs […] de notre culture occidentale […] inscrites dans l’histoire et dans la culture de l’Occident où plongent nos racines. »

L’ancien maire de Belley tente d’arracher un siège aux élections sénatoriales de l’Ain en 2008, mais voit ses ambitions réduites à peau de chagrin après que la droite décide de maintenir quatre candidats au second tour du scrutin pour lui barrer la route.

Charles Millon crée en mars 2003 la société Intelstrat basée à Paris. Une structure de conseil en affaires et en gestion, principalement tournée vers l’Afrique et dont la gérance est assurée par Christiane de Livonnière, son ancienne directrice de cabinet. En 2011, l’entreprise a réalisé un chiffre d’affaires de 549 500 euros pour un résultat net de 50 500 euros.